

Délibération n° 2021-07-01/3

**Objet : Groupement de commande publique – Métropole – Achat de carburant et d'électricité-
Autorisation de signature**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU JEUDI 01 JUILLET 2021**

L'an deux-mille-vingt-et-un, le jeudi premier juillet, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi vingt-cinq juin 2021, s'est réuni à 09h00, à titre exceptionnel et après information au Préfet salle Yves Abric, place Fanfonne Guilhaume, dans le respect des règles de sécurité sanitaire et de distanciation sociale nécessaires à la lutte contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

La séance s'est déroulée sans public et a été retransmise en direct par voie électronique, conformément à la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 modifiée.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 17

Secrétaire de séance : Christiane PISTRE

Présents : Jean-Pierre RICO

Mario MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Xavier MIRAULT - Christiane PISTRE - Françoise BERTOUY - Colette MORETEAU - Jean-Marc MALEK - Maryline BENEDETTI - Jean-Marc LÉËNDECKERS - Fabrice IRANZO - Philippe CATTIN-VIDAL - Véronique CHIREUX - Laurent CHAMARD-BOIS - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST - Bernadette CONTE-ARRANZ.

Absents représentés : Marc PELLET *pouvoir* à Jocelyne TAVERNE, Olivier BOUDET *pouvoir* à Jean-Pierre RICO, Patricia NIVASSE *pouvoir* à Jean-Pierre RICO, Brigitte RODRIGUEZ *pouvoir* à Christiane PISTRE, Michel LITTON *pouvoir* à Mario MARCOU, Francine BOYER *pouvoir* à Christiane PISTRE, Pascale MARCHAL *pouvoir* à Fabrice IRANZO, Benoît DELTOUR *pouvoir* à Mario MARCOU, Romain CASAS-MATEU *pouvoir* à Fabrice IRANZO, Laurie BELTRA *pouvoir* à Jocelyne TAVERNE, Isabelle GIANIEL *pouvoir* à Philippe CATTIN-VIDAL, Laurent TATON *pouvoir* à Cathy PROST.

Le quorum étant atteint, conformément à l'article 6 - IV de la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 modifiée autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire, l'assemblée peut délibérer.

Monsieur le Maire rapporte :

Dans un souci d'économie, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et le CCAS de Montpellier, les Communes de Courdonterral, Grabels, Lavérune, Montpellier, Pérols, Pignan, Saint-Brès et Villeneuve-lès-Maguelone pour les achats de carburant et électricité pour véhicules, conformément à la convention annexée à la présente délibération.

Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur du groupement et à ce titre est notamment chargée de l'ensemble de la procédure de passation, y compris signature et notification du ou des marchés à intervenir. La commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur, chaque membre du groupement s'assurant de l'exécution du marché pour ce qui le concerne. La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande, pour une période initiale d'exécution d'un an reconductible tacitement 3 fois une année.

La mission de coordonnateur ne donne pas lieu à rémunération. Les frais de publicité et les autres frais occasionnés pour la gestion de la procédure incombent au coordonnateur désigné, soit en l'espèce Montpellier Méditerranée Métropole.

Cet appel d'offres se compose de 7 lots :

- **LOT 1 : Fourniture de carburant avec cartes accréditives sur le territoire national et les pays de l'Union Européenne**
- **LOT 2 : Fourniture et livraison de carburant en vrac**
- **LOT 3 : Système de prépaiement de carburant à valeur faciale pour le CCAS**
- **LOT 4 : Fourniture de superéthanol E85 sur le territoire national**
- **LOT 5 : Achat de gaz naturel comprimé par carte accréditive CENTRE (Pôles territoriaux, Montpellier, Littoral, Piémonts et Garrigues, Plaines Ouest)**
- **LOT 6 : Achat de gaz naturel comprimé par carte accréditive EST (Pôles territoriaux Cadoule et Bérange, Vallée du lez)**
- **LOT 7 : Achat d'électricité pour les véhicules électriques et hybrides rechargeables**

Chaque membre adhère au groupement de commandes par la signature de la présente convention, en y étant dûment habilité par délibération de son instance délibérante ou décision. Une copie de la délibération est notifiée au coordonnateur du groupement de commandes.

La convention prend effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement jusqu'à la date d'expiration du marché, périodes de reconduction comprises.

Concernant Pérols, l'estimation du besoin concerne :

LOT 1 : Fourniture de carburant avec cartes accréditives sur le territoire national et les pays de l'Union Européenne

- Pérols : 37 500,00 € HT soit 45 000,00 € TTC par an.

LOT 4 : Fourniture de superéthanol E85 sur le territoire national

- Pérols : 375,00 € HT soit 450,00 € TTC par an. (soit 1% du montant estimatif du lot 1)

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Approuver la convention constitutive du groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et le CCAS de Montpellier, les Communes de Courdonterral, Grabels, Lavérune, Montpellier, Pérols, Pignan, Saint-Brès et Villeneuve-lès-Maguelone, adhérentes à ce marché ;
- Autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer la convention de groupement de commandes, laquelle prévoit notamment que le coordonnateur sera chargé de la signature du marché à intervenir au nom et pour le compte de l'ensemble des membres du groupement, ainsi que tout document relatif à cette affaire ;
- Dire que les crédits sont prévus au budget.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité.

Pour : 29

Contre : 0

Abstention : 0

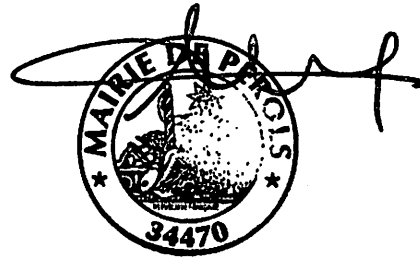
Ne prend pas part au vote : 0

Fait à Pérols,

pour extrait conforme le 1^{er} juillet 2021

Le Maire

Jean-Pierre RICO



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, affichage ou notification.